

**Introduction**  
**Les Possibles, n° 35**

**Le capital mort contre le travail vivant**

**Jean-Marie Harribey**

Lorsque nous avons pensé ce numéro des *Possibles* à la fin de l'année 2022, la bataille des retraites n'était pas engagée. Le gouvernement de Madame Élisabeth Borne tergiversait pour faire connaître ses véritables intentions et le président Emmanuel Macron s'exclamait dans ses vœux que personne n'aurait pu prévoir la sécheresse, la chaleur, bref le réchauffement du climat. Il n'imaginait sans doute pas que, en ce début d'année 2023, il aurait une autre surprise : le mouvement social serait de retour. Et quel mouvement ! Un mouvement qui vient de loin. En effet, la déconsidération du travail et le délabrement de ses conditions et de ses protections systématisés pendant quarante années de néolibéralisme se soldent aujourd'hui par un refus catégorique d'une large majorité de la population de la nouvelle contre-réforme des retraites. Au-delà du recul de l'âge de la retraite à 64 ans et de l'allongement accéléré de la durée de cotisation à 43 ans, les travailleurs expriment ainsi l'opposition radicale au déni de leur réalité de vie que révèle l'obstination aveugle du gouvernement.

En réalité, il s'agit d'un alignement total sur l'esprit délétère du capitalisme. L'irruption du mouvement social actuel remet en pleine lumière ce qui avait été rendu invisible, au point de le croire disparu à jamais : la fuite en avant de l'accumulation ne peut se perpétuer que si le *travail vivant* est soumis au capital, ce *travail mort* par définition. On se perdrait si on voulait faire la généalogie et la liste des remises en cause concrètes et symboliques de la conception du travail, de son sens, de sa place dans la société, ou de l'abandon de l'objectif du plein emploi. Que l'on remonte, durant les années 1990, aux préconisations de la Banque mondiale sur les retraites « à trois piliers » ou à celles de l'OCDE sur « l'activité contre l'emploi », on trouve exposée la légitimation de la destruction des barrières à la marchandisation de la force de travail, au point de rendre son usage insoutenable. Avec, à la clé, des confusions déroutantes sur le sens même des mots activité, travail et emploi, dont on voit encore des réminiscences à propos de la dénommée « valeur(-)travail »<sup>1</sup>.

Au moment de publier ce numéro des *Possibles* dont le dossier prévu portait sur la diversité des inégalités, il nous paraît important de replacer celles-ci dans l'évolution du capitalisme contemporain et des nouvelles formes de soumission du travail vivant, dont la réforme des retraites est une illustration.

Aussi nous ouvrons ce dossier en republiant un texte d'Isaac Johsua, malheureusement disparu à la fin de l'année 2022. C'est l'occasion de lui rendre hommage en tant qu'ancien membre du Conseil scientifique d'Attac. Avec l'autorisation des éditions La Découverte, nous rediffusons ce texte qui est l'introduction au troisième chapitre de son livre *La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle, Une analyse marxiste* (2009), parce qu'il rappelle combien les concepts forgés par Marx nous sont indispensables pour comprendre la situation dans laquelle nous sommes : le travail vivant, le capital qui passe par différentes formes pour se valoriser en transformant tout travail concret en travail abstrait, l'accumulation, les rapports entre production et finance mêlant à la fois autonomisation et dépendance de la seconde par rapport à la première, etc.

Nous faisons suivre ce texte introductif par la contribution collective d'Olivier Godechot, de Nils Neumann et de l'équipe COIN (Comparative Organizational Inequality Network), qui présentent ce qu'ils nomment « la résilience des inégalités d'origine financière ». L'essor de la finance a fortement

---

<sup>1</sup> Comme témoignage de l'ancienneté de ces discussions, voir J.-M. Harribey, « [Travail, emploi et activité : essai de clarification de quelques concepts](#) », *Économies et Sociétés*, Série « Economie du travail », A.B., 1998, n° 20, 3, p. 5-59. En particulier, le rappel que « Le processus de travail tel que nous venons de l'analyser dans ses moments simples et abstraits – l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs aux besoins – est la condition générale des échanges matériels entre l'homme et la nature, une nécessité physique de la vie humaine, indépendante par cela même de toutes ses formes sociales, ou également commune à toutes. » (Marx, *Le Capital*, Livre I) et que l'emploi est « le cadre socio-institutionnel (salarié ou indépendant) dans lequel le travail est effectué. Ces clarifications reviennent aujourd'hui, notamment dans les travaux de T. Coutrot (voir son article dans ce numéro, ainsi que son livre avec Coralie Perez) ou bien dans la réinterprétation de la théorie économique de la valeur-travail, si nécessaire à la compréhension de l'enjeu économique et social de la retraite, et dans celle de la conception philosophique de la valeur travail (voir J.-M. Harribey, « [Le travail et la valeur : ignorance et mystification](#) », octobre 2022).

contribué à la hausse des inégalités. Et le déclin relatif de cette finance au cours des dernières années n'a pas freiné cette hausse à cause notamment de la place tenue par les hauts salariés.

Le sociologue François Dubet poursuit son investigation dont il nous avait déjà donné quelques clés dans un [précédent numéro](#) : est à l'œuvre une « double explosion des inégalités ». D'abord par leur ampleur, et aussi par leur dispersion et leur multiplication, dont il résulte une dislocation et la perte de leur unité et de leur cohérence. La conséquence est que cette explosion « transforme profondément l'expérience que nous avons des inégalités et parce qu'elle interroge directement nos catégories politiques ».

Afin de prendre en compte l'évolution des rapports internationaux, Saïd Bouamama établit une relation entre le néocolonialisme et une paupérisation systémique. Il décrit les mutations du système de domination exigeant un « élargissement des lieux d'approvisionnement en matières premières et en force de travail et l'accès à un marché plus vaste ». Il s'ensuit un maintien de la dépendance, au-delà des luttes pour la décolonisation. Avec les plans d'ajustement structurel, la destruction de l'emploi agricole et des cultures vivrières et la fuite des cerveaux, c'est véritablement une perpétuation de la domination qui s'instaure.

Claire Rodier fait suite à cela en montrant que le projet de loi réformant le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) que le gouvernement a décidé de modifier en 2023 va aggraver la condition des migrants. En durcissant les conditions d'intégration, c'est le principe même d'humanité, au-delà des principes constitutionnels, qui est mis en cause.

La réforme des retraites du gouvernement intervient au moment où s'aggravent les inégalités entre les territoires, plus précisément entre les habitants de différents territoires. Philippe Nikonoff en montre l'étendue à travers des exemples très typés, comme Guéret et Courbevoie : l'hétérogénéité des collectivités locales est flagrante.

En pleine crise sociale qui voit s'affronter un puissant mouvement social et un gouvernement s'acharnant à réformer le système de retraites, la sociologue Dominique Méda décortique les éléments qui font de cet affrontement le révélateur d'une crise qui affecte le travail dans toutes ses dimensions : contraintes physiques, violence et discriminations. Alors que les travailleurs expriment de nombreuses attentes de leur travail, mais qui « viennent se fracasser sur la réalité des conditions d'exercice du travail qui se caractérisent trop souvent par du mépris social et un management fondé sur le diplôme incapable de connaître les contraintes de l'activité ».

Thomas Coutrot montre que la réforme des retraites est une pièce supplémentaire dans le renforcement de la subordination du travail. Il est d'autant plus important de redéfinir la place du travail dans la société pour lui donner du sens au moment où les finalités de la production doivent être radicalement redéfinies. Les initiatives prises au sein des syndicats et du mouvement social vont dans cette direction.

Le sociologue Choukri Ben Ayed examine si les classes populaires peuvent être réconciliées avec l'école. En effet, la massification de l'enseignement, sous l'appellation de démocratisation, « s'est avérée à double tranchant ». Malgré l'unification de l'enseignement, se sont reproduites des cloisons étanches entre filières empêchant l'accès des enfants des classes populaires.

Le gouvernement entreprend une réforme des lycées professionnels consistant à augmenter de moitié le temps de stage en entreprise. Michel Thomas montre qu'elle va accroître la ségrégation dont souffrent les enfants des classes pauvres, qui, pour la plupart, ont subi et non chois cette orientation.

Martine Boudet examine à son tour les discriminations à l'école et à l'université qui sont liées aux origines. Elle les replace dans le cadre d'une crise globale qui voit s'entrecroiser des formes nombreuses et complexes de dominations héritées du colonialisme mais qui se reproduisent.

Nous ouvrons la partie Débats de ce numéro pour dire que la gauche politique et associative a perdu en ce début d'année un intellectuel et un militant de premier plan en la personne de Bernard Ravenel, historien de métier, ancien responsable des questions internationales au PSU dans les années 1960-70 et ardent défenseur du peuple palestinien. Nous republions, en hommage, la recension qu'avait faite Jean-Marie Harribey de son livre *Quand la gauche se réinventait : Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989* (La Découverte, 2016).

Gus Massiah propose une recension du livre de Bruno Frère et Jean Louis Laville, *La fabrique de l'émancipation* (Seuil, 2022). Ces auteurs « inscrivent la sociologie critique française de Pierre Bourdieu dans le sillon de la théorie critique négative de la première École de Francfort. Les dominés

reproduisent inconsciemment les structures de l'ordre social. La violence symbolique conduit à accepter l'ordre social dominant reproduit par l'habitus et les représentations dominantes. » On y trouve la confirmation que les stratégies d'entreprises à la recherche du profit considèrent la force de travail comme une variable d'ajustement.

Jacques Perrat se penche sur l'industrie automobile pour examiner en quoi la révolution technologique renforce l'exigence d'une réappropriation collective des choix techno-industriels. L'auteur rapporte des analyses de terrain auxquelles il a participé avec des groupes de recherche et avec des syndicalistes.

Le travail, variable d'ajustement aux cahots et au chaos du capitalisme, n'est-ce pas justement la philosophie de la contre-réforme des retraites ? Le capital, ce *travail mort* contre le *travail vivant*, mais aussi *tout contre* puisqu'il ne peut pas s'en passer. À bas bruit, mais de plus en plus ouvertement, monte la pression pour que la capitalisation vienne « compléter » la retraite par répartition. L'idée même d'un complément est absurde puisqu'il s'agirait toujours de répartir, mais plus inégalement, le fruit du travail<sup>2</sup>. Un système par répartition et un autre par capitalisation ne peuvent pas cohabiter de façon équilibrée puisque le second a pour vocation de cannibaliser le premier, avec pour perspective une perpétuation des inégalités.

---

<sup>2</sup> À titre d'exemple, la double page du *Monde* du 16 février 2023 sur la capitalisation, qui commence par une stupidité : « Dans un système par capitalisation, les actifs financent leur propre retraite », alors que « [Répartition ou capitalisation : on ne finance jamais sa propre retraite](#) ». Et les esprits patentés comme les meilleurs recommandent la capitalisation, comme Jacques Attali dans *Les Échos* du 17 février 2023. Et la palme revient à Patrick Artus dans *Le Monde* des 19 et 20 février 2023, qui préconise l'introduction « d'une dose de capitalisation ». Une « dose », sans doute comme l'on prend une dose d'héroïne illusoire, avec un argumentaire qui ferait coller un candidat au baccalauréat : « L'expérience du passé montre que le rendement de l'argent investi en actions est supérieur à la croissance nominale moyenne de l'économie : la rentabilité totale des actions sur la période 1995-2022, malgré les crises financières répétées, a été en France de 9,5 %, la croissance nominale moyenne de seulement 3 %. » Peut-on illustrer de meilleure façon la captation de valeur par les rentiers ? Voir J.-M. Harribey, « [Dupont et Dupond : vive la capitalisation ! Je dirais même mieux : vive la capitalisation !](#) », février 2023.